



Cahier des indicateurs de durabilité

2024



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE

Préface

Pour rendre compte de ses impacts, risques et opportunités en toute transparence, le groupe Caisse des Dépôts rend compte annuellement sur de multiples indicateurs de durabilité couvrant l'ensemble de ses activités sur les trois dimensions Environnement, Social et Gouvernance. Pour inscrire ses ambitions dans des engagements concrets, plusieurs de ses indicateurs font l'objet de cibles chiffrées dont le Groupe s'attache à suivre l'atteinte dans le temps.

Périmètre

Le périmètre couvre l'Établissement public, ainsi que toutes les filiales et participations stratégiques consolidées dont il est actionnaire de référence.

D'un point de vue comptable, le périmètre porte à la fois sur la Section générale et sur le Fonds d'épargne. Du fait de la diversité du Groupe, certains indicateurs portant sur les activités ne sont pas pertinents pour toutes les entités du Groupe. Par souci de transparence, la liste des entités concernées au titre de 2024 est ainsi précisée dans une colonne dédiée.

Abréviations pour le périmètre

CDC : Caisse des Dépôts ; EP : Établissement public Caisse des Dépôts ; BPI : Bpifrance ; BdT : Banque des Territoires ; I BdT : Investissement de la Banque des Territoires, P -BdT : Prêts de la Banque des Territoires ; GDA : Gestions d'actifs ; DPS : direction des politiques sociales ; LP : Groupe La Poste ; LP SA : La Poste SA ; LBP : La Banque Postale ; ICDC : CDC Informatique ; CDCB : CDC Biodiversité ; CDCH : CDC Habitat ; SF : Société Forestière ; CNP : CNP Assurances ; SGG : secrétariat général du Groupe ; CDCCROIS : CDC Croissance ; CDA : Compagnie des Alpes ; Trésor : Trésorerie de la CDC.

Méthodologie

Les indicateurs financiers correspondent aux montants d'investissement engagés et/ou au volume de prêts signés sur la période, calculés en sommant les mobilisations de chaque entité financière, hormis pour les indicateurs taxonomiques calculés en suivant les règles de consolidation prudentielle. Les indicateurs extra-financiers sont calculés sans quote-part. Pour plus de précisions méthodologiques, voir le rapport de durabilité.

Pour aller plus loin

- *Rapport de durabilité du groupe Caisse des Dépôts*
- *Rapport Investissement responsable de la Caisse des Dépôts*
- *La page Raison d'être du site internet*
- *Rapports RSE et Investissement responsable des filiales et participations stratégiques*

ESRS 2 - Informations générales

Principaux impacts, risques et opportunités

- Impacts ESG des activités opérationnelles et financières (cf. chaque ESRS)
- Risques d'image et de réputation en cas de manque d'exemplarité des sujets voire les risques juridiques à terme, Opportunités de développements de produits et services dédiés



Politiques et documents cadres Groupe

- Lignes directrices EP et Groupe sur la rémunération des dirigeants
- Récit stratégique et modèle d'affaires
- Charte finance responsable et sa liste d'exclusion (MAJ début 2025)

| Enjeux | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|---|----------------------------|--|-----------------------|--|--|
| Diffuser une culture de l'ESG | Part des rémunérations variables des dirigeants intégrant des critères de durabilité (en %) - CDC: DG et membres du comex - Filiales : dir. mand. sociaux exécutifs | 2-GOV-3_05 | CDC Filiales | 10 à 25% 25 et 30% | 15% à 30% > 25% | Pour l'EP, la part de variable conditionnée à des critères ESG atteint en moyenne 16% pour les cadres dirigeants. De nouvelles lignes directrices viennent renforcer le dispositif à compter de 2025. A l'échelle des mandataires sociaux exécutifs des filiales, cette part varie entre 25 et 30% en accord avec la ligne actionnariale. |
| | Part des collaborateurs ayant reçus une formation sur l'ESG / la RSE dans l'année (en %) | Entité spécifique MDR-A | CDC Groupe | 11% 18% | - | Les collaborateurs ayant pour la plupart été formés (fresque climat) avant 2024 le chiffre 2024 est plutôt bas. Il convient néanmoins de renforcer la formation aux engagements du Groupe et aux enjeux de finance durable. |
| Assurer l'intégration des sujets ESG dans le modèle d'affaires | Revenus directs dans des secteurs à enjeu (en M€) - Energies fossiles - Production chimique / Tabac / Armes non conventionnelles | 2-SMB1-40 | FE / SG | 0 / 3407 0 / 0 | - 0 | Le Groupe tire des revenus directs issus de la distribution de gaz (NaTran). Le Groupe ne tire aucun revenu direct du tabac, de la production chimique, des armes non-conventionnelles conformément à sa charte Finance responsable (cf. plus loin les autres exclusions) |
| | Montant des mobilisations à forte utilité environnementale ou sociale (en Md€) | 2-SMB1-40 | <i>Voir plus loin les montants par thématique: Mobilisation en faveur de la transformation écologique, du logement abordable, de la santé et du vieillissement, du secteur public local, des QPV</i> | | | |
| Intégrer l'ESG dans les prises de décision et le suivi des métiers financiers | Part des flux d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG quantitative (prise de décision) (en %) | Entité spécifique RE | CDC Groupe (invest. hors LBPAM et BPI) | 99 % 100% | 100% dès que possible 100% dès que possible | Conformément à la charte finance responsable, les investissements font l'objet d'une analyse ESG lors de la prise de décision |
| | Part des flux de prêts faisant l'objet d'une analyse ESG (en %) | Entité spécifique | CDC Groupe (prêts) | 14% 31% | - | La prise en compte de critères ESG dans les prêts se diffuse progressivement dans un contexte où ce sont en premier lieu les conditions d'octroi fixés par Bercy qui ont été considérés pour le Fonds d'épargne. |
| | Part des entreprises en portefeuille ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets ESG (en % d'encours) | Entité spécifique | CDC (GDA) Groupe (invest.) | 69% 73% | - - | Le pourcentage des entreprises ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les sujets ESG est constant (69 %) sur le périmètre GDA. |
| | Part des encours détenus placés dans des fonds durables (art. 8 ou 9) en gestion directe (en %) | Entité spécifique | CDC Groupe (invest.) | 79% 75% | - | Dans le cadre d'investissement des fonds, les entités du Groupe ont recours à des fonds durables selon la réglementation européenne. |



ESRS E1 - Atténuation du changement climatique

Aligner progressivement 100 % des activités du Groupe avec une trajectoire 1,5°C

Principaux impacts, risques et opportunités

- Impacts liés aux émissions de gaz à effet de serre du Groupe et de ses filiales
- Risques de transition pour les activités opérationnelles et pour les contreparties financées



Politiques et documents cadres Groupe

- Politique Climat du Groupe et ses déclinaisons sectorielles (Energies fossiles, Immobilier, Transport)
- Plan de transition Groupe
- Document cadre de gestion de risques climatiques

| Enjeux (risques et impacts négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|---|----------------------------|--|--------|---------------|--|--|
| Suivre les risques de transition | Part des actifs d'investissement et de financement exposés à des risques de transition élevés (en % de la valeur bilan Finrep) | E1-9_15 | CDC SG | 13% | 14% | - | Les expositions sur les secteurs de l'immobilier, l'industrie automobile, la production d'électricité et de gaz, l'extraction d'hydrocarbures, les industries chimiques ressortent en risque élevé. |
| | | | CDC FE | 4% | 3% | - | |
| Aligner nos émissions opérationnelles sur une trajectoire 1,5°C | Emissions de GES opérationnelles (scopes 1, 2 et 3 hors 3.15) (en milliers teq CO ₂) | E1-6 | CDC | 86 | 77 | - 46% (2019 - 2030) <i>(réalisé : -20%)</i> | Les émissions du Groupe sont principalement attribuables aux activités de transport et logistique dont les groupes LP et Transdev (59 %), immobilières (31 %) et les activités de tourisme et de loisirs de CDA (8%). |
| | | | Groupe | 10 814 | 10 592 | - 23% (2023-2030) <i>(réalisé : -2%)</i> | |
| | Part des émissions de GES opérationnelles pilotables (périmètre Raison d'être) couvertes par une cible de réduction alignée avec l'Accord de Paris (en %) | MDR T Entité spécifique RE | Groupe | 98% | 99% | > 95% | Le niveau de connaissance des émissions du Groupe sur le scope 3 se stabilisant, le Groupe vise désormais suivre l'alignement des émissions totales sur les objectifs de l'accord de Paris et notamment l'objectif 1,5°C. |
| | | | Emissions faisant l'objet de stockage, compensation, crédits carbone (en milliers teq CO ₂) | E1-7 | CDC Groupe | 23 31 | 21 33 |
| Emissions séquestrées par les puits carbone (en milliers de teq CO ₂) (absorption) | E1-7-20 | S. Forestière | 1 472 | 1 670 | - | Absorption par les forêts gérées par la société Forestière, en hausse du fait de l'augmentation des surfaces de forêts gérées. | |
| Aligner nos émissions financées sur une trajectoire 1,5°C | Emissions de GES financées (scope 3.15) (sur les scopes 1&2 des contreparties) (en Mteq CO ₂) | E1-6 | CDC | 45,6 | 59,3 | - | Une couverture de 65% sur scopes 1 et 2 des contreparties financées qui devrait continuer à s'étendre. Une collecte qui s'étend progressivement sur le scope 3 des contreparties. |
| | | | Groupe | 54% | 54 % | 60% d'ici à 2028 | |
| | Part des investissements et des financements alignés avec les objectifs de l'accord de Paris (en %) | MDR T Entité spécifique RE | Groupe | 54% | 54 % | 60% d'ici à 2028 | Suivi des encours du Groupe couverts par une cible de réduction ou compatibles (déjà durables) avec un scénario 2 ou 1.5°C. |
| | | | Intensité carbone des portefeuilles - Corporate (en tCO _{2e} /M€) - Immobilier (en kgCO _{2e} /m ²) | E1-6 | Groupe | ND ND | 175 28 |
| Intensité carbone des portefeuilles : - actions cotées détenues en direct (tCO _{2e} /k€) - obligations d'entreprises en direct (tCO _{2p} /k€) - immobilier de placement (kgCO _{2e} /m ² /an) | MDR T Entité spécifique RE | GDA | | 0,065 | 0,052 | - 55% (2020 - 2030) <i>(réalisé : -50%)</i> | En 2024, GDA a fait évoluer sa méthodologie de calcul historique des émissions financées vers le standard de place PCAF. Les cibles sont dépassées pour les obligations d'entreprise et en bonne voie pour les actions cotées. |
| | | | | 0,032 | 0,025 | - 55% (2020 - 2030) <i>(réalisé : -54%)</i> | |
| | | | | 28,9 | 27,7 | - 50% (2020 - 2030) <i>(réalisé : -14%)</i> | |
| | | | | | | | |



ESRS E1 - Atténuation du changement climatique

Aligner progressivement 100 % des activités du Groupe avec une trajectoire 1,5°C

| Enjeux (risques et impacts négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|---|------------------------------------|--|------------|----------------------|---|--|
| Encadrer notre soutien au secteur des énergies fossiles | Part d'exposition aux énergies fossiles (pondéré en fonction du CA des contreparties) (en % des actifs du groupe base Finrep) | E1-9 | FE Groupe SG | ND ND | 0,56% 0,71% | - - | Pour une entreprise exposée, l'encours est pondéré par le pourcentage du chiffre d'affaires que l'activité dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie fossile (incluant services, transport...) représente dans le CA total de l'entreprise. |
| | Part d'exposition aux énergies fossiles dans les fossiles (pondéré en fonction du CA des contreparties) (en % des portefeuilles financiers) | E1-9 | CDC Groupe | ND ND | 1,02% 1,80% | - | Le premier indicateur est calculé sur une base comptable (en % d'actif du bilan Finrep). Le second est considéré en sommant l'ensemble des portefeuilles d'investissement et de financement des entités du Groupe (pour compte et compte de tiers) |
| | Respect des critères d'exclusion des lignes sectorielles de la politique climat sur les énergies fossiles | E1-4 MDR-P Entité spécifique | <i>Le Groupe s'astreint à vérifier annuellement le respect de ses différents critères d'exclusion et d'encadrement du financement des énergies fossiles. Les exclusions ont bien été respectées en 2024.</i> | | | | |
| Réduire et décarboner nos consommations énergétiques | Consommation totale d'énergie (en GWhef) | E1-5_01 | CDC Groupe | 48 9612 | 40 11814 | - - | Forte baisse des consommations de la CDC liée à la poursuite des plans de sobriété, mais hausse au niveau Groupe, à piloter à partir de 2025. |
| | Part de la consommation totale d'énergie issue d'ENR (en % de la conso des bâtiments pour CDC / en % total pour le Groupe) | E1-5_09 | CDC Groupe | 84% ND | 79 % 29 % | 75% d'ici 2025 - | Sortie progressive des énergies fossiles avec baisse de l'approvisionnement en gaz naturel pour les bâtiments, et changement de mix énergétique pour la CDC. |
| Traiter les passoires énergétiques | Part des passoires dans les activités immobilières en direct du Groupe (en % de la valeur d'actifs) - Classe G - Classe F - Classe E | E1-9 MDR T Entité spécifique | Groupe (lcade, CDCH, CDC II) | ND | 0,1% 1,4% 2,8% | 100% DPE G traitées d'ici à 2025, DPE F d'ici à 2027, et DPE E d'ici à 2032 | L'engagement de sortie anticipée des logements très énergivores par rapport à la réglementation est bien en phase d'être tenue. NB: La part de DPE classé non disponibles : 1,9 %. |
| Renforcer l'engagement actionnarial sur le climat | Part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet d'un engagement actionnarial sur les sujets climat atténuation (en %) | E1- 4 MDR-P Entité spécifique | CDC Groupe (CDC, CNP, stoa.) | ND ND | 50% 29% | - | En 2024, GDA a interrogé 76 sociétés sur les enjeux d'atténuation du changement climatique (soit 34 % des encours investis) en poursuivant le dialogue, entamé en 2022 et 2023, avec le secteur de l'énergie et du transport et de l'énergie des services aux collectivités. |



ESRS E1 - Atténuation du changement climatique

Contribuer à l'objectif national d'alignement 1,5°C

Principaux impacts, risques et opportunités

- Impacts positifs des activités du Groupe au service de la transformation écologique
- Opportunités de développement de nouveaux produits et services



Politiques et documents cadres Groupe

- Politique Climat du Groupe (2022, nouvelle MAJ prévue fin 2024) et ses déclinaisons sectorielles (Energies fossiles, Immobilier, Transport)
- Plan stratégique à moyen terme
- Conception d'offre de produits en faveur de la transformation écologiques

| Enjeux (impacts positifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|--|--|-----------------|--------------|----------------|---------------|---|---|
| Financer la transformation écologique – volet atténuation | Montant mobilisé en faveur de la transformation écologique (flux en milliards d'€) | MDR A Entité spécifique RE | Groupe | 22,3 | 26,8 | 27,9 | 60 Md€ (2020-2024) <i>(cible dépassée)</i> 100 Md€ (2024-2028) <i>(réalisé : 28%)</i> | Financement et investissement en faveur de la rénovation énergétique, la construction neuve exemplaire, la mobilité bas carbone, la décarbonation de l'industrie, les énergies renouvelables. Poursuite de la hausse de la mobilisation dans un contexte complexe. |
| | Puissance d'énergie renouvelable financée (flux en MW) | Entité spécifique Secteur prioritaire | BDT | 435 | 2409 | 726 | 8,8 GW (2020-2024) <i>(réalisé : 67%)</i> 6,7 GW (2024-2028) | La capacité installée varie fortement selon les types de projets financés dans l'année. En incluant également Bpifrance et La Banque Postale, le Groupe s'est mobilisé à plus de 3,2 Md€ en faveur des énergies renouvelables. |
| | Nombre de logements sociaux rénovés thermiquement sur l'année (flux) | Entité spécifique RE – Secteur prioritaire | BDT | 40 520 | 47 822 | 39 017 | 200 000 (2020-2024) <i>(réalisé : 95%)</i> 300 000 (2024-2028) <i>(réalisé : 13%)</i> | Baisse de la rénovation thermique des logements sociaux dans un contexte de fortes contraintes financières qui pèsent sur les bailleurs sociaux et de hausse des coûts des rénovations, malgré la poursuite des efforts pour promouvoir la rénovation énergétique des bailleurs (Prioréno OLS...). |
| | Surface de bâtiments publics ou privés ayant fait l'objet d'amélioration énergétique (rénovation ou mesures individuelles) (flux en m ²) | Entité spécifique Secteur prioritaire | BDT BDT-SFIL | 1 283 610 | 2 874 344 | 1 221 920 | 1,5 M m ² (2020-2024) <i>(cible dépassée)</i> 5 M m ² (2024-2028) <i>(réalisé : 32%)</i> | Un ralentissement de nombreux projets est observé en raison des coûts élevés des matériaux, de l'allongement des délais administratifs en lien avec les nouvelles exigences réglementaires et de la baisse des incitations financières, mais niveaux conformes aux cibles. |
| | Nombre de bornes de recharge financées (flux) | Entité spécifique | BDT | 127 335 | 99 995 | 54 865 | 150 000 (2020-2024) <i>(cible dépassée)</i> | Cible largement dépassée. |
| Accroître la part taxonomique des activités | Part des expositions sur des activités alignées à la Taxonomie Européenne (pondérée en CA) (en % du bilan couvert Finrep) - approche volontaire | Taxonomie | Groupe SG FE | 2,0% 1,0% | 7,1 % 1,9 % | 6,7% 2,8% | - | Le taux d'alignement réglementaire traduit l'exposition à des contreparties alignées (réalisant des activités déjà considérées comme durables au sens de l'ue) et au financement du logement social répondant aux critères techniques de la taxonomie européenne. Il ne traduit que très partiellement la durabilité du Groupe, car il dépend pour beaucoup de l'exposition du bilan à des contreparties éligibles (publiant elles-mêmes leur taux d'alignement taxonomique). Pour son pilotage, le Groupe suit le ratio de durabilité, défini comme le ratio entre les actifs alignés sur les actifs effectivement éligibles, et intégrant également le financement de projets territoriaux répondant aux critères techniques de la taxonomie. |
| | Ratio de durabilité taxonomique (montant aligné / montant éligible) – approche volontaire | Entité spécifique | Groupe SG FE | NA NA | 16,7% 3,1% | 17,7% 4,5% | - | |



ESRS E1 - Adaptation changement climatique

Principaux impacts, risques et opportunités

- Risques physiques sur les activités opérationnelles (en particulier inondation, confort d'été et retrait des argiles pour l'immobilier, perte d'enneigement pour les domaines skiables, conditions de travail lors de vagues de chaleur) ainsi que sur les contreparties et projets financés
- Opportunités de développement de produits et services sur l'adaptation et impacts positifs associés



Politiques et documents cadres Groupe

- Document cadre de gestion des risques climatiques
- Politique (MAJ 2024) et plan d'action d'adaptation associé
- Conception de produits et services dédiés à l'adaptation
- Mesure phare dans le plan stratégique de la Banque des Territoires

Être un Groupe résilient aux conséquences du changement climatique

| Enjeux (impacts et risques négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|--|----------------------------------|-------------------------|------------|-------------|--------------------|---|
| Suivre et maîtriser les risques physiques | Part des actifs d'investissement et de financement exposés à des risques physiques élevés (en % de la valeur bilan finrep) | E1-9_04 | CDC SG FE | 29% 20% | 28% 24% | - - | Au niveau CDC, les aléas auxquels les portefeuilles sont les plus exposés sont les vagues de chaleur puis les inondations. Par ailleurs 99% du CA des entités opérationnelles et 64% des encours des métiers d'investissement ont fait l'objet d'une estimation des risques |
| | Pertes financières avérées liées aux conséquences du changement climatique sur l'année écoulée (en k€) (ex: sinistres...) | 2 SBM 3 -48 d | Groupe (opérateurs) | ND | 583 | - | Donnée partielle en l'absence notamment de La Poste et Transdev. Seule CDC Habitat a remonté des pertes non nulles en 2024. |
| Être un Groupe résilient aux conséquences du changement climatique | Part des entités fin. et non fin. ayant engagé une démarche d'adaptation (en %) | E1- 2 MDR-P Entité spécifique | Groupe | 33% | 63% | 100 % d'ici à 2026 | Cet indicateur rend du compte du fait que les entités du Groupe se saisissent progressivement de l'enjeu d'adaptation depuis le lancement de la démarche du Groupe en 2022. |
| | Part des encours gérés ou détenus couverts par une démarche d'adaptation (en %) | E1- 2 MDR-P Entité spécifique | CDC Groupe (invest.) | ND ND | 60% 58% | - | Cet indicateur rend compte de la maturité de déploiement de la politique adaptation de l'ensemble des entités financières. Il est calculé pour la première fois en 2024. |
| | Part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet d'un engagement actionnarial sur les sujets adaptation (en %) | E1- 4 MDR-P Entité spécifique | CDC Groupe(invest.) | ND ND | 29% 16 % | | En 2024, chez GDA, 17 sociétés des secteurs de l'énergie et des services aux collectivités ont été interrogées sur les enjeux d'adaptation au changement climatique. |

Contribuer à l'adaptation des territoires en France

| Enjeux (impacts positifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|--|----------------------------|-----------|------|------|------------------|--|
| Être un acteur de l'adaptation des territoires | Mobilisation annuelle engagée en faveur de l'adaptation des territoires (flux en M€) | MDR T/A Entité spécifique | BDT | ND | 78 | 1200 (2024-2028) | Cela correspond à la mobilisation pour la mesure phare 7 relative à l'adaptation au changement climatique. |



ESRS E3 - Eau

Matériel pour finance et tourisme/loisirs uniquement

Principaux impacts, risques et opportunités

- Impacts sur la consommation et la qualité de l'eau des activités opérationnelles (dont enjeu spécifique sur les domaines skiables) et financées, risque d'approvisionnement en particulier pour les activités financées en zone de stress hydrique
- Opportunités de développement de produits et services sur la préservation de la ressource eau et impacts positifs associés



Politiques et documents cadres Groupe

- Politique Eau (juin 2024)
- Plan stratégique à moyen terme



S'engager dans une démarche de sobriété hydrique

| Enjeux (risques et impacts et négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|---|--------------------------------|---------------------|----------------|----------------|----------------|---------------------------------------|--|
| Viser la sobriété hydrique dans les opérations | Consommation annuelle totale d'eau (en millions de m3) (prélèvement) | E3-4 | Groupe (opérations) | 17,9 (partiel) | 16,1 (partiel) | 17,4 (partiel) | Trajectoire de réduction d'ici à 2028 | Au sens de la CSRD (eau prélevée non rejetée), le Groupe n'enregistre des consommations d'eau que pour Compagnie des Alpes. Parmi celles-ci, 3,8% sont localisées dans des zones de stress hydriques. Au sens courant, l'eau prélevée par le Groupe s'élève à plus de 17 millions m3 dont 62% vient de CDA., sur lequel le Groupe ambitionne de se fixer une trajectoire de réduction. |
| Viser la sobriété hydrique dans les métiers financiers | Part des entités ayant réalisé leur empreinte eau et/ou leur évaluation de la dépendance à la ressources hydriques (en %) | E3 -2- MDR A Entité spécifique | Groupe (finance) | ND | ND | ND | 100% d'ici fin 2025 | Une partie des entités a réalisé une analyse de leur exposition au risque de sécheresse et/ou de stress hydrique. Cependant, le suivi complet de cet indicateur n'est pas encore réalisé pour l'année 2024, car il s'agit d'un nouvel indicateur. |
| | Part des entités ayant réalisé l'analyse de leur exposition au risque de sécheresse et/ou de stress hydrique (en %) | E3 -2- MDR A Entité spécifique | Groupe (finance) | ND | ND | ND | 100% d'ici fin 2027 | |



Accompagner la préservation de la ressource eau

| Enjeux (impacts positifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|--|------------------------------|-----------|------|------|------|---------------------------------------|--|
| Accompagner la préservation de la ressource eau | Nombre de m³ d'eau traités grâce aux projets financés (en millions) (flux) | E3 2 MDR T Entité spécifique | BDT SFIL | 247 | 269 | 414 | 1900 M m3 (2024-2028) (réalisé : 49%) | Evolution en cohérence avec la hausse du nombre de projets d'assainissement financés dans l'année, passant de 313 en 2023 à 493 en 2024, dans un contexte de taux compétitif et du déploiement du continuum Aquagir Aquaprêts par la BDT |
| | Nombre de m³ de perte d'eau évitée grâce aux projets financés (en millions) (flux) | E3 2 MDR T Entité spécifique | BDT SFIL | ND | 7 | 9 | - | |



ESRS E4 - Biodiversité

Limiter les impacts des activités sur la biodiversité et l'utilisation des ressources naturelles

Principaux, impacts, risques et opportunités

- Impacts négatifs des activités opérationnelles et financées sur les 12 facteurs de pression de la biodiversité, en particulier artificialisation des sols pour les nouvelles constructions et infrastructures
- Risques physiques et de transition liés à la biodiversité pour les activités opérationnelles et les projets et contreparties financées, dépendances des activités aux services écosystémiques fournis par la nature



Politiques et documents cadres Groupe

- Politique Biodiversité du Groupe (2022, nouvelle MAJ pour S2 2025)
- Charte finance responsable et sa liste d'exclusion sur les sujets biodiversité

| Enjeux (risques et impacts négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|---|------------------------------------|---|----------------|----------------|-------------------------|---------------------|--|
| Suivre et maîtriser les impacts et dépendances biodiversité | Part du portefeuille présentant des niveaux de dépendance fortes et très fortes aux services écosystémiques (en % valeur bilan finrep) | E4-1, E4 IRO1 Entité spécifique | CDC SG FE | ND ND | 18% 43% | 23% 45% | - - | Les variations sont dues à des changements méthodologiques (ENCORE et SBTN ont mis leur base de données à jour). Les secteurs avec les plus fortes dépendances sont la santé, la production d'électricité, la gestion forestière et l'hébergement. |
| | Part du portefeuille présentant des impacts négatifs directs matériels sur au moins 5 des 12 facteurs de pression de la biodiversité (en % valeur bilan finrep) | E4-5 Entité spécifique | CDC SG FE | ND ND | 35% 75% | 52% 81% | - - | Les expositions sectorielles qui présentent le plus d'impacts négatifs portent sur la production d'électricité, l'entreposage, les transports terrestres, les hydrocarbures et les autres industries extractives. |
| Mesurer et réduire l'empreinte biodiversité des activités opérationnelles et financées | Part des entités opérationnelles ayant réalisé une mesure d'empreinte biodiversité (en %) | E4- 2 MDR-P Entité spécifique | Groupe (opérateurs) | ND | ND | 70% | 100% d'ici fin 2025 | La plupart des entités financières utilisent la méthodologie GBS et ses dérivés, les entités opérationnelles utilisent le plus souvent d'autres approches. |
| | Intensité de l'empreinte biodiversité (en MSA.m²/k€ investi) - Impact terrestre statique/dynamique | E4-5 MDR T Entité spécifique | GDA (actions cotées et oblig d'ent.) BDT DI BDT DP | ND ND ND | ND ND ND | 60/3 100/4 46/0,6 | - | Mise en place de l'intensité en Msa.m²/K€ investi sur l'exercice 2024. Cette unité sera celle utilisée lors des prochains exercices. |
| Exclure les activités les plus néfastes pour la biodiversité | Surfaces artificialisées nettes par les activités d'immobilier de placement (en direct) | E4- 2 MDR-P Entité spécifique | CDC II | 0 | 0 | 0 | 0 à partir de 2022 | L'engagement ZAN est bien respecté par CDC II qui n'acquiert qu'en terrain déjà artificialisé. |
| | Respect des critères d'exclusion sur la déforestation et les pesticides | E4- 2 MDR-P Entité spécifique | <i>Le Groupe s'astreint à vérifier annuellement le respect de ses différents critères d'exclusion des entreprises produisant et négociant des commodities agricoles à haut risque de déforestation ne disposant pas de politique robuste contre la déforestation et des entreprises dont le chiffre d'affaires dépend à plus de 20% des pesticides.</i> | | | | | |
| Engager les contreparties sur leur impact biodiversité | Part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet d'un engagement actionnarial sur les sujets biodiversité (en %) | E4- 2 MDR-P Entité spécifique | CDC Groupe iCDC, CNP LBPAM , stoa) | ND | ND | 31% 16% | - | En 2024, GDA a dialogué avec 31 entreprises sur la thématique biodiversité représentant 9 % des encours investis, notamment des secteurs de l'hôtellerie, de l'automobile, et des boissons. A l'échelle Groupe le niveau de dialogue actionnarial pourrait être amélioré |



ESRS E4 - Biodiversité

Accompagner la préservation et la restauration des écosystèmes

Principaux impacts, risques et opportunités

- Opportunités de développement de produits et services sur la préservation de la biodiversité et les services écosystémiques fournis par les espaces naturels et impacts positifs associés



Politiques et documents cadres Groupe

- Politique Biodiversité du Groupe (2022, nouvelle MAJ prévue pour S2 2025)
- Charte finance responsable et sa liste d'exclusion sur les sujets biodiversité
- Plan stratégique à moyen terme

| Enjeux (impacts positifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|---|-----------------------------|--------------------|---------|---------|---------|------------------------------------|--|
| | Montant mobilisé en faveur de la préservation de la Biodiversité (dont eau et économie circulaire) (flux en millions d'euros) | MDR A/T Entité spécifique | BDT | 468 | 1383 | 977 | 3Md€ (2020-2024) (réalisé : 121%) | Cible de 3Md€ 2020-2024 par la BDT dépassée malgré une légère baisse des financements sur l'eau qui s'explique par une année 2023 exceptionnelle. Nouvelle cible Groupe de 6 Md€ 24-28. A noter également, le lancement avec la Banque de France d'un fonds dédié et la création d'une foncière de biodiversité, fruit d'un partenariat entre CDC Biodiversité et la BDT. |
| | | | Groupe (finance) | 1469 | 1708 | 1662 | 6,1Md€ (2024-2028) (réalisé : 27%) | |
| Accompagner la renaturation et les solutions en faveur de la nature | Nombre d'hectares renaturés opérés (stock) | MDR T Entité spécifique- RE | CDC Biodiversité | 3 236 | 3 467 | 3 947 | 4500 (2024-2028) (réalisé : 88%) | Au cours de la période 2024-2028, la CDC Biodiversité vise la renaturation de 4 500 hectares. Ceci inclut des crédits de compensation et le programme Nature 2050. |
| | Nombre d'hectares forestiers gérés durablement | MDR T Entité spécifique RE | Société Forestière | 239 550 | 240 000 | 277 044 | | En tant que gestionnaire d'actifs forestiers, la Société Forestière a adopté une démarche de gestion forestière durable, dont la certification dépend de l'acceptation de ses clients. 72% de ses actifs forestiers gérés sont certifiés PEFC ou FSC. Au niveau des actifs détenus par le Groupe, ce taux est de 100%. A la suite de ces concertations et audit de la part FSC, 7 000 ha de forêts CDC ont ainsi été certifiées FSC en 2024, ce qui représente 5% des surfaces certifiées en France. |
| | Part des hectares forestiers détenus couverts par une labélisation de gestion forestière durable (FSC ou PEFC) (en %) | MDR T Entité spécifique RE | Groupe (GDA, CNP) | 100% | 100% | 100% | 100% depuis 2001 | |
| | Montant alloué à la recherche en faveur de la biodiversité (en millions d'euros) | MDR A/T Entité spécifique | BDT | - | - | 1,35 | 1,35 M€/an (2025-2030) | Il s'agit du financement du programme MEB coordonné par CDC Biodiversité. |



ESRS E2 - Pollution / ESR E5 - Ressources et Déchets

ESRS E2 matériel pour finance et transport / ESRS E5 matériel pour finance et immobilier

Principaux impacts, risques et opportunités

- Pollution de l'air des activités opérationnelles de transport et logistique, Impacts indirects des investissements/financements dans des secteurs polluants
- Gestion des déchets et matériaux de la chaîne de valeur immobilière, et des activités financées
- Opportunités de développement de produits et services sur le développement de l'économie circulaire et impacts positifs associés



Politiques et documents cadre Groupe

- Politique climat et ses lignes sectorielles Immobilier, Energie, Transport
- Politique Biodiversité du Groupe (2022, nouvelle MAJ S2 2025)
- Plan stratégique à moyen terme



Limiter les impacts des activités sur la pollution de l'air, l'utilisation de ressources naturelles et les déchets

| Enjeux (risques et impacts négatifs) sw | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|---|----------------------------|---|--------------|---|---|
| Limiter les impacts des activités sur la pollution de l'air | Part de véhicules "propres" dans la flotte (en %) | E2-4 Entité spécifique | Transdev LP | 15,4 23,6 | - - | Flotte propre au sens des critères taxonomiques. |
| | Intensité d'émission de polluants (en g/100 km) | E2-4 | Transdev | 653 | -50 % (2018 - 2030) (réalisé :-47%) | Réduction des émissions de polluants grâce principalement à la modernisation de la flotte et le remplacement des véhicules diesel, ayant permis une baisse de 10% par rapport à 2023. |
| | - Dont Nox | | | 21 | | - |
| | - Dont CO | | | 3 | | - |
| | Emission de polluants (PM, Nox, CO) en tonnes | E2-4_02 | LP | 259 | <350t/an d'ici 2030 (atteint) -83% (2020- 2030) (réalisé :-38%) -37% (2020- 2030) (réalisé :-30%) | Réduction des émissions de polluants grâce principalement à l'électrification des véhicules pour la livraison du premier et du dernier kilomètre. Pour les livraisons et transport longue et moyenne distance, usage de solutions alternatives notamment biogaz et électriques en cours de déploiement. |
| - Dont PM | 2205 | | | - | | |
| - Dont Nox | 408 | | | - | | |
| - Dont CO | | | | | | |
| Exclure les activités les plus polluantes | Respect des critères d'exclusion sur la déforestation et les pesticides | E2-2 Entité spécifique | Le Groupe s'astreint à vérifier annuellement le respect de ses exclusions des entreprises dont le chiffre d'affaires dépend à plus de 20% des pesticides. | | | |



Soutenir le déploiement de l'économie circulaire

| Enjeux (impacts positifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|--|-------------------------------|-----------|------|------|------|-------|--|
| Soutenir le déploiement de l'économie circulaire | Nombre de tonnes de déchets valorisés (matière et énergie) grâce aux projets financés (en milliers) (flux) | E5 MDR T Entité spécifique | BDT SFIL | 1527 | 609 | 932 | - | Estimation des déchets valorisés grâce aux projets orientés vers le recyclage et la valorisation de déchets . |

ESRS S1 - Effectifs en propre



Principaux impacts, risques et opportunités

- Risques sur les conditions de travail, risques sur la santé et la sécurité des collaborateurs particulier sur les activités opérationnelles (Transdev, LP, CDC H)
- Risques liés à la difficulté à attirer et développer des talents au sein du Groupe, opportunités liées à la promotion de la diversité et au développement des talents
- Risques liés aux droits du travail à l'international (Transdev, LP)



Politiques et documents cadres Groupe

- Déclaration Groupe Employeur responsable
- Accords Groupe en matière d'égalité H/F et de mobilité
- Réseau Groupe de promotion de la mixité et de la diversité (Alter'égales)
- Réseau référents harcèlement Groupe et dispositifs d'alerte RH
- Politiques et dispositions de gestion prévisionnelle des emplois et compétences des entités
- Politiques, accords et dispositifs en matière de santé et sécurité du travail, QVT des entités
- Politiques, accords et dispositifs en matière diversité et d'égalité des chances des entités

| Enjeux | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022* | 2023* | 2024 | Cible | Commentaires | |
|---|-------------|--|-------------------|--|-----------------|-----------------|--------------------|-------------------------------|--|
| Veiller à la qualité de vie et aux conditions de travail | Effectif | Nombre de collaborateurs | S1-6_01 | CDC Groupe | 7171 352 556 | 7452 366 223 | 6 712 388 575 | - - | La baisse des effectifs de l'EP (-11%) s'explique essentiellement par une évolution méthodologique. A iso-méthodologie, les effectifs baissent de 3,1% sur un an. Au niveau Groupe, plus des 2/3 des collaborateurs sont en France, et plus de 92% sont rattachés aux groupes Transdev et La Poste. |
| | | Taux de turnover (en %) | S1-6_11 | CDC Groupe | 7% 24% | 7% 24% | 7,8% 14%(*) | - - | Les entités du Groupe présentent des taux de turnover compris dans une fourchette très large allant de 5% (l CDC) à 40% (CDA) compte tenu de la variété des secteurs d'activité et des modèles d'organisation |
| | | Taux d'absentéisme pour maladie (en %) (périmètre France) | Entité spécifique | CDC Groupe (hors LP) | 2,7% 6,2% | 2,3% 5,5% | 2,8% 5,2% | - - | Le taux d'absentéisme varie fortement d'une entité à l'autre (entre 0,3% et 7%). |
| | | Nombre de maladies professionnelles | S1-14_06 | CDC Groupe | 2 ND | 1 ND | 1 550 | - - | Les filiales où le nombre de maladies professionnelles est le plus élevé correspondent à celles présentant un risque spécifique prégnant (acheminement courriers/colis, transports, tourisme-loisirs...). |
| | | Taux de fréquence des accidents du travail (par millions d'heures travaillées) | S1-14_04 | CDC Groupe | 1,9 28,4 | 1,7 27,4 | 0,8 17,4(*) | --10 % (2024-2028) France** | L'accidentologie dépend des activités de chaque entité dont les risques sont spécifiques (risque routier, manutention, port de charge, contact ou non avec le public, etc.). |
| Maintenir un dialogue social de qualité | | Part des entités du Groupe qui ont réalisé au moins une enquête de la satisfaction de leurs collaborateurs dans l'année (en %) | | Groupe | 9/12 | 8/12 | 8/12 | 100% / an d'ici à 2028 France | Hors entités de petites tailles. |
| | | Part des collaborateurs couverts par une convention collective (en %) | S1-8 | Groupe (France) EU hors France (hors transdev) Hors EU (Groupe La Poste) | ND ND ND | ND ND ND | 100% 78% 75% | - | Si les filiales du Groupe La Poste à l'international ne sont pas toutes couvertes par une convention collective, plus de 89% des effectifs de La Poste à l'international disposent d'une représentation sur leur lieu de travail. |
| | | Part des collaborateurs couverts par un dispositif de protection sociale (en %) | S1-11 | Groupe | ND | ND | 100% | - | Les dispositifs de protection sociale peuvent correspondre à ceux proposés par les pays d'implantation des filiales ou par les filiales elles-mêmes. Ils couvrent les pertes de revenus liés à la maladie, au chômage, à la retraite, aux accidents du travail, aux handicaps acquis et aux congés parentaux |



ESRS S1 - Effectifs en propre

| Enjeux | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022* | 2023* | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|--|----------------------------|---------------|------------------------|----------------------|------------------------|---|---|
| Promouvoir la diversité et l'égalité des chances, lutter contre les discriminations | Part des femmes dans les comex ou équivalent (en %) | S1-9_02 | CDC Groupe | 45% 43% | 54% 47% | 64% 42% | - | La question de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et au cœur des préoccupations RH avec un nouvel accord Groupe fin 2024, remplaçant celui de 2004. |
| | Part des femmes dans les effectifs (en %) | S1-6_01 | CDC Groupe | 61% 40% | 61% 40% | 61% 41% | - | Les effectifs de certaines entités sont très majoritairement masculins (Société forestière, Transdev). Une large majorité (+60%) de femmes constituent les effectifs de la CDC, de CDC Biodiversité et de la SCET. |
| | Index égalité Femmes/ Hommes (France) | Entité spécifique | CDC Groupe | 92 92 | 92 91 | 92 92 | - > 95 d'ici à 2028 | 11/12 entités ont un indice supérieur à 90. |
| | Part des classes d'âges de moins de 30 ans et/ou plus de 55 ans (en %) | Entité spécifique | CDC Groupe | ND | ND | 33% 46,5% | - 30% d'ici à 2028 (France)** | Très présente au sein de la politique des ressources humaines de la Caisse des Dépôts et de ses filiales, la question des âges se situe au croisement des politiques d'emploi, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et de qualité de vie au travail (QVT). |
| | Taux d'emploi légal (pour 2022/2023)/ Part de collaborateurs en situation de handicap (2024) | S1-12_01 | CDC Groupe | 6,17 Nd | 6,38 Nd | 6,50% 4,40% | > 6% de BOE par l'emploi direct (France) ** | Depuis 2022, le taux d'emploi direct (nombre d'emploi direct de bénéficiaires / effectif moyen annuel) progresse grâce à une politique engagée en faveur des personnes en situation de handicap. |
| | Nombre d'incidents de discrimination (y compris harcèlement) remontés* | S1-17 | CDC Groupe | ND ND | ND ND | 28 769 | | L'ensemble des entités disposent de dispositifs d'alertes sur les sujets de discrimination et harcèlement. |
| Agir en faveur de l'attractivité employeur et du développement des talents | Taux d'accès des collaborateurs à la formation, dont formations obligatoires (en %) (France) | | CDC Groupe | 99% 88% (hors LP) | 91% 82% (hors LP) | 100% 95 % (avec LP) | >90% (France)** | A date, les données remontées concernant le taux d'accès à la formation ne distinguent pas les formations obligatoires des formations non obligatoires. |
| | Nombre d'heures de formation durant l'année rapportés à l'effectif moyen mensuel | S1-13_04 | CDC Groupe | ND | ND | 19,5 21,6 | | Transdev et Sfil proposent un nombre d'heures de formation important (>30h/salariés), celui-ci étant notablement moins élevé chez Icade (<13h). |
| | Nombre de bénéficiaires d'un versement d'intéressement ou de système équivalent (PPV, intéressement, participation...) au cours de l'année | | | Groupe (hors Transdev) | ND | ND | 232 698 | 100 % des collaborateurs ayant accès à un dispositif d'ici à 2028 |



ESRS S2 - Travailleurs de la chaîne de valeur

Matériel pour finance, transport et logistique, immobilier

Principaux impacts, risques et opportunités

- Impacts des conditions de travail des fournisseurs et sous-traitants du Groupe notamment sur les activités de transport/logistique (Groupe La Poste) et immobilier (Icade, et CDC Habitat). Risques juridiques et de réputation associés, en lien avec un manquement dans le devoir de vigilance
- Impacts indirects sur les conditions de travail des collaborateurs des entreprises financées notamment dans les secteurs à enjeux (immobilier, construction, distribution, fabrication...). Risques juridiques et de réputation associés, en lien avec un manquement dans le devoir de vigilance



Politiques et documents cadres Groupe

- Déclaration Achats responsables
- Charte Finance responsable
- Dispositifs d'alerte ouverts aux collaborateurs des fournisseurs et sous traitants



Veiller aux conditions de travail des fournisseurs et sous-traitants logistique et de chantier, ainsi qu'aux travailleurs des chaînes de valeur financières

| Enjeux risques et impacts négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|--|----------------------------|---|-------------|--------|--|
| Veiller aux conditions de travail des fournisseurs et sous-traitants | Nombre de litiges/alertes/amendes sur les sujets droits humains dans la chaîne de valeur (hors investissement et financement) | S2-4 Entité spécifique | Groupe | 0 | - | La direction juridique du Groupe n'a pas connaissance de condamnation ou d'incident grave concernant le non-respect des normes internationales relatives aux travailleurs de sa chaîne de valeur en 2024. |
| Veiller aux conditions de travail des collaborateurs des entreprises financées | Part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet de dialogue actionnarial sur les conditions de travail (salariés, achats responsables) (en %) | S2-2 Entité spécifique | CDC (GDA, GPS) Groupe (CDC, LBPAM, STOA) | 38 % 31% | - - | En particulier, GDA a apporté une attention particulière portée aux enjeux de salaire décent en 2024., et a engagé 56 entreprises centrées sur 6 secteurs clés : Automobiles, Hôtels & restaurants, Boissons, Aérospatial & défense, Pétrole & gaz, Services aux collectivités |
| | Respect des critères d'exclusion sur le travail forcé, le travail d'enfant, ou de la traite des êtres humains | S2-2 Entité spécifique | Le Groupe s'astreint à vérifier annuellement le respect de ses exclusions selon les informations disponibles dans les bases de données ESG et conformément au processus de gestion des controverses mis en place. | | | |



ESRS S3 - Communautés affectées

Prévenir et limiter les impacts des activités financées sur les communautés

Principaux impacts, risques et opportunités

- Potentielles incidences négatives des nouveaux développements sur les riverains et les populations affectés par le projet (ex: expropriations pour une nouvelle infrastructure, nuisances sonores et pollutions liées aux travaux, etc.), risques juridiques et de réputation associés



Politiques et documents cadres Groupe

- Déclaration Achats responsables
- Charte Finance responsable
- Charte de déontologie

| Enjeux (risques et impacts négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|---|----------------------------|--|-------------|-------|---|
| Limiter les impacts des activités financées sur les communautés. affectées | Part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet de dialogue actionnarial sur les enjeux sociaux externes (communautés touchées) (en %) | S3-2 | CDC (GDA, GPS) Groupe (CDC, LBPAM, STOA) | 26% 14 % | - | En particulier, GDA a engagé 7 entreprises en 2024 sur les sujets de communautés affectées spécifiquement |
| | Respect des critères d'exclusion sur les projets pour lesquels une expulsion forcée s'est déroulée sans compensation | S3-5 Entité spécifique | <i>Le Groupe s'astreint à vérifier annuellement le respect de ses exclusions.</i> | | | |
| | Respect des exclusions sociétales (commerce de jeux d'argent, prostitution, pornographie, tabac, armes non conventionnelles) | S3-5 Entité spécifique | <i>Le Groupe s'astreint à vérifier annuellement le respect de ses exclusions selon les informations disponibles dans les bases de données ESG et conformément au processus de gestion des controverses mis en place.</i> | | | |



ESRS S3 - Communautés affectées

Agir en faveur de la cohésion sociale et territoriale

Principaux impacts, risques et opportunités

- Impacts positifs des activités du Groupe pour la Cohésion sociale et territoriale via le financement et l'accompagnement de projets au service de tous les territoires, et opportunités associées.



Politiques et documents cadres Groupe

- Stratégie Cohésion sociale et territoriale
- Doctrine d'intervention de la BDT

| Enjeux | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|---|--|---|--------------|---------------|---------------|---|--|
| Permettre aux Français de se loger dans des conditions abordables et décentes | Mobilisation annuelle en faveur du logement social, intermédiaire, habitat spécifique (en Md€) (flux) | MDR A Entité spécifique RE | BDT DP Groupe (BDT, LBP SFIL-GPS) | 11,4 15,4 | 11,7 14,1 | 20,1 21,9 | - | Année record sur la production de prêts au logement social et intermédiaire du fait d'une offre compétitive sur les taux livret A. Le Groupe est le 1 ^{er} financeur des bailleurs sociaux. |
| | Nombre de logements sociaux et intermédiaires financés/acquis (dont habitats spécifiques) (flux) | | | 91 389 | 91 736 | 122 860 | 350 000 (2024-2028) (réalisé : 35%) | Forte dynamique globale de constructions, acquisitions mais aussi des réhabilitation et restructurations sur les logements sociaux et intermédiaires. |
| | - dont logements sociaux et très sociaux | Entité spécifique Secteur prioritaire | Groupe (BDT, CDC H) | 85 598 | 83 868 | 90 780 | 500 000 (2020-2024) (réalisé : 86%) | La cible sur les logements sociaux pour 2020-2024 n'a pas été pleinement atteinte, du fait du caractère ambitieux de la cible et d'enjeux externes liés à la conjoncture du secteur |
| | - dont logements intermédiaires | | | 5 791 | 7 868 | 32 080 | 30 000 (2020-2024) (dépassée) | L'augmentation significative du nombre de logements intermédiaires financés/acquis traduit une volonté affirmée de massifier la construction de ce type de logement, avec une année exceptionnelle. |
| | Nombre de logements étudiants financés | Entité spécifique | BDT (CDC H, Icade, LP) | ND | 5300 (BDT) | 7103 (BDT) | 75 000 (2025 - 2030) | Développement du financement de logements étudiants |
| Agir en faveur du grand âge, de la santé et des publics fragiles | Mobilisation annuelle en faveur de la santé et du vieillissement (en Md€) (flux) | Entité spécifique Secteur prioritaire | Groupe (BDT, LBP, SFIL, BPI, GDA, GPS) | 4,8 | 5,1 | 4,7 | 16 Md€ (2021-2025) (réalisé : dépassé) 25 Md€ (2025-2029) | Les montants sont relativement stables par rapport à l'année dernière. Le Groupe est le 1 ^{er} financeur des hôpitaux. |
| | Nombre d'établissements de santé financés (flux) | Entité spécifique Secteur prioritaire | Groupe (LBP BDT Sfil) | 148 | 129 | 252 | 1 400 (2024-2028) (réalisé : 18%) | Face à une forte demande en santé publique; mise en place d'une enveloppe de 250M€ pour les hôpitaux. Dans le cadre du dispositif sfil/lbp Les demandes dans la santé privée restent faibles. |
| | Nombre d'établissements pour personnes âgées financés (flux) | Entité spécifique Secteur prioritaire | Groupe (LBP BDT) | 218 | 160 | 161 | 1 100 (2024-2028) (réalisé : 15%) | Le contexte économique reste peu favorable pour ce type de projet. |



ESRS S3 - Communautés affectées

Agir en faveur de la cohésion sociale et territoriale

| Enjeux | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|---|--|-----------------------------------|------|---------|-----------|---|--|
| Lutter contre les fractures territoriales | Montant des financements au secteur public local (en milliards d'euros) (flux) | Entité spécifique RE | Groupe (BDT, LBP, SFIL) | 16,0 | 12,4 | 17,1 | - | Année 2024 record dans un contexte de taux favorable. Au total, 8 547 communes distinctes accompagnées entre 2019 et 2024 par BDT (soit 25 % des communes françaises) et 8 417 collectivités accompagnées par le dispositif Sfil/LBP depuis sa création. |
| | Nombre de projets de programmes territoriaux accompagnés (ACV, PVD, Territoire d'industrie, Territoire d'innovation-Ville durable) (flux) | Entité spécifique RE | BDT | 2041 | 1353 | 1 516 | - | Hausse du nombre de projets ACV poussée par l'ingénierie et les prêts. Aucun nouveau projet accompagné dans le cadre d Territoires d'innovation et Ville durable, seules des prises de participations |
| | Mobilisation en faveur du programme Petite ville de demain (PVD) (en millions d'euros) (flux) | Entité spécifique | BDT | 17 | 97 | 71 | 3,2 Md€ (2020- 2026) | Stable |
| | Mobilisation en faveur du programme Action Cœur de ville (ACV) (en millions d'euros) (flux) | Entité spécifique | BDT (Icade CDC H) | 14 | 506 | 708 | 2,5 Md€ (2023-2026) | Hausse de la mobilisation en lien avec la phase des projets et la hausse de leur nombre (hausse de 33% du nombre de projets par rapport à 2023, poussée par l'ingénierie (+56%) et les prêts (+ 45%)) |
| | Mobilisation en faveur du maintien ou de la réimplantation d'industries (flux) (en milliards d'euros) | Entité spécifique | BPI BDT | 7,3 | 13,9 | 11,3 | 40 Md€ (2025 – 2029) | Montants des investissements, financements et garanties dans l'industrie. |
| | Nombre de projets industriels soutenus et de nouveaux sites industriels inaugurés | Entité spécifique Secteur prioritaire | BPI BDT | ND | 192 | 168 | 770 (2024-2028) (réalisé : 22%) | Dans un contexte compliqué pour l'industrie (hausse des taux longs, baisse des aides et subventions publiques...), le Groupe maintient une bonne dynamique d'inauguration de sites industriels en lien avec ses prévisions. |
| | Nombre de projets financés et accompagnés en QPV | Entité spécifique Secteur prioritaire | BDT BPI | ND | ND | ND | 100 545 (2024-2028) | Les données Bpifrance sur cette cible ne sont pas disponibles. |
| Faciliter l'accès à la formation et renforcer l'inclusion sociale par l'emploi | Nombre de formations financées via le financement de structures (flux) | Entité spécifique | BDT | ND | 880 975 | 2 194 496 | 3 M (2024 -2028) (réalisé : 73%) | Forte hausse de financement de structures de formation dont le projet PixImpact. |
| | Nombre de profils activés sur MCF depuis le démarrage (stock) (en millions) | Entité spécifique RE | DPS | 12,3 | 14,1 | 15,9 | - | 5 ans après son démarrage, la plateforme MCF a cumulé plus de 7 millions de formations. Le volume tend à se stabiliser |
| | Nombre de personnes formées dans le cadre du mandat « Compétences et Métiers d'Avenir » | Entité spécifique | BDT | ND | ND | ND | 3 000 000 (2022-2030) soit 400 000 par an | Correspond à la formation dans les domaines des STIM (Science, Technologie, Ingénierie, Mathématique). |



ESRS S4 - Consommateurs et utilisateurs finaux

Protéger les consommateurs et utilisateurs finaux

Principaux impacts, risques et opportunités

- Qualité des services proposés et satisfaction clients
- Risques sur la sécurité des personnes en cas d'accidents sur les sites et les opérations (tourisme, immobilier)
- Impact négatif sur la protection des données personnelles des risques liés à la cybercriminalité



Politiques et documents cadres Groupe

- Chartes de médiation (médiation institutionnelle, médiation de la consommation)
- Charte de déontologie
- Dispositif de protection des données personnelles , Réseau RGPD du Groupe
- Politique de sécurité des systèmes d'information et dispositifs associés (tests d'intrusion, audits, contrôle, formation des collaborateurs)
- Système de management de la sécurité des entités opérationnelles concernées (Transdev, CDA)

| Enjeux (risques et impacts négatifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|--|--|-------------------------------|---------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------------|--|
| Gérer les relations avec les clients | Nombre de saisines reçues dans l'année par la médiation du Groupe | S4-3_02 Entité spécifique | Groupe | 1 828 | 2 232 | 2290 | - | En 2024, le nombre de saisines a connu une nouvelle hausse imputable à Mon Compte Formation mais aussi aux activités de gestion des retraites. Il faut noter que le Groupe La Poste dispose un dispositif de médiation propre.. |
| Veiller à la protection des données personnelles | Nombre de violations déclarées par l'entité à la CNIL pour atteinte aux données personnelles (dont % traitées) | S4-3_04 Entité spécifique | CDC Groupe | 4 (100%) 52 (100%) | 6 (100%) 52 (100%) | 7 (100%) 45 (100%) | 100% traitées 100% traitées | La Caisse des Dépôts et le groupe dans son ensemble ont mis en place des dispositifs rigoureux pour assurer la conformité RGPD, notamment le principe de protection dès la conception et des campagnes de formation régulières, ce qui contribue à une gestion efficace des violations de données personnelles. |
| Engager les contreparties sur leurs politiques en matière de consommateurs et utilisateurs finaux | Part des entreprises en portefeuille (en encours) ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur les enjeux sociaux aval (clients) (en %) | S4 MDR A Entité spécifique | Groupe (finance) | ND | ND | 14% | - | En 2024, chez GDA le plan d'engagement ciblé a permis d'interroger plusieurs secteurs sur des enjeux clés. Au total, ce sont 70 entreprises qui ont été questionnées sur les enjeux sociaux et sociétaux (soit 31% des encours investis) , dont 21 sur les enjeux sociaux aval, incluant les consommateurs et utilisateurs finaux (soit 10% des encours investis), |



ESRS S4 - Consommateurs et utilisateurs finaux

Veiller à un accès inclusif aux produits et services

Principaux impacts, risques et opportunités

- Impacts positifs et opportunités liés à l'inclusion sociale des produits et services proposés



Politiques et documents cadres Groupe

- Plan stratégique à moyen terme
- Doctrines d'intervention BPI et BDT
- Missions de services publics de La Poste
- Conception d'offre de produits en faveur de l'accès aux services essentiels

| Enjeux (impacts positifs) | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|---|---|---------------------------------|-------------------------|---------|---------|--|--|
| Veiller à l'accès aux financements des PME, TPE et de l'ESS | Nombre de PME, TPE, ETI et structures d'ESS accompagnées (finan., inves., garanties, accompagnement) sur l'année écoulée (flux) | S4 MDR A Entité spécifique RE | Groupe GDA, LBP, BDT, BPI | 88 136 (hors ESS LP) | 87 914 | 91 456 | - | Malgré un marché difficile, l'accompagnement des PME, TPE est en hausse de 4% au niveau Groupe. L'accompagnement des structures ESS, en baisse de 4%, pâtit d'un environnement social et politique peu favorable entraînant un décalage des projets. |
| Favoriser l'inclusion et l'accessibilité bancaire | Nombre de clients bancaires fragiles accompagnés (en millions) (en flux) | S4 MDR A Entité spécifique | LBP | 1,7 | 1,7 | 1,7 | - | Clients fragiles bénéficiant de services bancaires adaptés et d'un accompagnement. Les clients de la mission d'accessibilité bancaire étant comptabilisés séparément (1,18 M en 2024). A noter, un ajustement des seuils de pauvreté et du SMIC Brut qui définissent les critères de fragilité financière; |
| Assurer des services adaptés aux populations les plus fragiles | Nombre de logements étudiants, logements jeunes travailleurs et hébergements d'urgence gérés (flux) | S4 MDR A Entité spécifique | CDC H | 43 864 | 44 249 | 43 475 | | Indicateur relativement stable dans le temps |
| | Nombre de bénéficiaires des solutions d'accompagnement des publics âgés et fragiles proposées par le Groupe La Poste (flux) | S4 MDR A Entité spécifique | LP | 230 263 | 248 581 | 283 273 | | Hausse de 14% due aux diverses initiatives menées par La Poste pour améliorer l'accessibilité et la qualité des services offerts à cette population. De plus, 12 000 repas ont été livrés aux personnes âgées, améliorant ainsi leur accès aux services essentiels. |
| Assurer l'accès aux services de proximité et numériques | Part des Français à moins de 5km ou 20 mn en voiture d'un point de contact (%) | S4 MDR T Entité spécifique | LP | 97% | 97% | 97% | > 97% chaque année | Indicateur stable, dépassant l'engagement de la mission de service public. |
| | Nombre de points d'accès à des services de proximité (stock) | S4 MDR T Entité spécifique RE – Secteur prioritaire | LP | 35 600 | 37 287 | 39 125 | 43 600 d'ici à 2028 (réalisé : 90%) | Hausse du nombre de points d'accès favorisés par le hors domicile, notamment les consignes |
| | Nombre de personnes accompagnées dans leur usage du numérique sur l'année écoulée (flux) (en millions) | S4 MDR A Entité spécifique RE – Secteur prioritaire | BDT LP | 2,69 | 3,41 | 9,44 | 10M/an (2026- 2030) | La forte hausse s'explique par un changement méthodologique qui repose désormais sur un SI permettant de gagner en finesse de comptabilisation des personnes accompagnées. |

ESRS G1 - Conduite des affaires

Agir de manière éthique et loyale

Principaux impacts, risques et opportunités

- Risques de gouvernance pouvant affecter négativement les parties prenantes et utilisateurs des biens et services du groupe : Risques éthique, déontologique et de corruption, Risque de sécurité financière (LCB-FT), Risque de fraude interne et externe, Risque de non-respect des règles de la concurrence, ...



Politiques et documents cadres Groupe

- Charte de déontologie du Groupe
- Politiques : prévention et gestion des conflits d'intérêt, corruption, LCB-FT
- Dispositifs : alertes professionnelles, contrôle et d'audit interne
- Déclaration achats responsables du Groupe

| Enjeux | Indicateurs | Code CSRD Raison d'être | Périmètre | 2022 | 2023 | 2024 | Cible | Commentaires |
|---|--|----------------------------------|---------------|----------|----------|-------------------|----------------------|--|
| Respecter des pratiques éthiques et loyales | Part des collaborateurs exerçant des fonctions à risque (en %) | G1-3 | Groupe CDC | ND ND | ND ND | 21% 24% | - | Données hors CDC Biodiv, Société Forestière et SCET. Pour Transdev, les données remontées correspondent aux Top Managers et Top Executives |
| | Part des collaborateurs concernés par des formations Déontologie, Corruption, LCB-FT (en %) | G1-3_07 | Groupe | ND | ND | 100% | - | Tous les collaborateurs du Groupe sont bien visés par des dispositifs de formation, y compris au-delà des fonctions concernées. |
| | Part des collaborateurs inscrits aux modules obligatoires LCB-FT, Déontologie, et corruption années (en %) | G1 – MDR T Entité spécifique | CDC | ND | 75% | 78,5% | Viser 100% | Correspond à la moyenne des modules LCB-FT et corruption. |
| | Part des nouveaux arrivants ayant reçu une formation/LCB-FT, Déontologie, et corruption (en % moyen) | G1 – MDR T Entité spécifique | CDC | ND | 80% | 95% | 100% | Le module déontologie a été arrêté provisoirement en 2024 dans le cadre d'une mise à jour de son contenu. |
| Déployer des pratiques d'achats responsables | Part des entités du Groupe ayant formalisé une démarche achats responsables | MDR A Entité spécifique RE | Groupe | 7/10 | 8/12 | 9/12 | 100% d'ici à 2025 | Nouvelle déclaration achats responsables au niveau du Groupe |
| | Montant des achats auprès des entreprises du secteur protégé et adapté (en M€) | Entité Spécifique | Groupe | 23 | 24 | 23 | - | Montant stable dans le temps |
| | Part de paiements réalisés respectant les délais de paiement standard (en %) (fourchette) | G1-6_03 | CDC Groupe | ND | ND | 92,4% 63 à 97% | - | Toutes les entités du Groupe sauf deux ont au moins 80% de leurs paiements respectant les délais standards. |

Groupe Caisse des Dépôts
56, rue de Lille
75356 Paris 07 SP
Tel 01 58 50 00 00

caissedesdepots.fr
in f @ ▶



Ensemble, faisons grandir la France